



Paris le 26 juin 2019

MONSIEUR CASTANER, VOTRE POLITIQUE D'ENFERMEMENT EN RETENTION A FRANCHI LA LIGNE ROUGE

Des hommes et des femmes s'automutilent ou tentent de se suicider dans les centres de rétention administrative (CRA). D'autres se révoltent face à la violence et aux humiliations. Des lignes rouges ont été franchies par le gouvernement dans sa politique d'expulsion à tout prix. Adressons un message clair au ministre de l'Intérieur : "Monsieur Castaner, votre politique d'enfermement en rétention a franchi la ligne rouge".

Les hommes, les femmes et les enfants enfermés dans les centres de rétention administrative français* sont dans une situation de désespoir rarement égalée. Des personnes étrangères s'automutilent ou tentent de se suicider dans les CRA. Au cours de ces quinze derniers mois, deux hommes se sont donnés la mort dans ces lieux où l'administration enferme des personnes pour les expulser du territoire français. D'autres se révoltent ou expriment leur désespoir à travers des lettres publiques, des grèves de la faim, des émeutes ou des tentatives d'incendie. Ces actes qui se multiplient à une fréquence inédite sont le résultat d'une **politique inacceptable** qui a conduit à une situation extrêmement alarmante.

La Cimade, qui intervient dans 8 CRA pour accompagner les personnes enfermées dans l'exercice de leurs droits, **prend l'initiative d'interpeller publiquement le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner**, premier responsable de ce choix d'utiliser l'enfermement en rétention comme outil principal d'une politique d'expulsion. **Cette politique du gouvernement banalise la privation de liberté des personnes étrangères.**

22 organisations engagées en faveur des personnes migrantes et réfugiées se sont associées à cette lettre ouverte qui pointe du doigt **les effets catastrophiques de la loi Asile et Immigration** de septembre 2018, qui a notamment doublé la durée maximale de rétention. Cette loi permet désormais d'enfermer toutes les personnes visées durant trois mois, ce qu'aucun gouvernement français n'avait jamais jusqu'alors proposé. Or, les statistiques sont formelles : enfermer plus longtemps ne permet pas d'expulser plus. En revanche, **être privé-e de liberté derrière des barbelés pendant 90 jours, c'est subir une machine à enfermer qui brise des vies**, notamment celles d'enfants, dans un environnement carcéral oppressant.

La Cimade avec 21 organisations interpellent le ministre de l'Intérieur pour lui demander de :

- Faire cesser cette politique du tout enfermement qui conduit à la maltraitance de personnes étrangères ;
- Proscrire tout enfermement d'enfants en rétention ;
- Assurer la protection des personnes les plus vulnérables, parmi lesquelles les personnes malades ;
- Mettre un terme aux pratiques illégales l'administration.
-

Associez-vous à ces demandes, envoyez la lettre ouverte à Christophe Castaner, en vous rendant sur le site de la Cimade : <https://www.lacimade.org/agir/petitions-appel/monsieur-castaner-votre-politique-denfermement-en-retention-a-franchi-la-ligne-rouge/>

Refusons les violences faites aux personnes enfermées en rétention.

Merci –

La Cimade, Médecins du Monde, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), Amnesty International France, le GISTI, le CCFD-Terre Solidaire, Emmaüs France, le Syndicat des avocats de France (SAF), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Comède, le Secours islamique, ADDE, le MRAP, l'ACAT, le Syndicat de la magistrature, le Secours Catholique – Caritas France, l'Uniopss, la Fasti, Le Collectif des morts de la rue, Emmaüs Solidarité, l'Observatoire Citoyen du CRA de Palaiseau et l'Anafé.